

**Document PICS – Justice environnementale et sociale : rôle des acteurs privés
(JESRAP)**

Sommaire :

-résumés en français et en anglais

-description du programme

-Résultats déjà obtenus

-Equipes française et brésilienne

RÉSUMÉS DU PROJET

RÉSUMÉ EN FRANÇAIS

Le projet s'intéresse aux manifestations possibles de la justice environnementale et sociale, notion bien connue au Brésil et encore assez méconnue en France et dans l'Union européenne. Le programme scientifique porte plus particulièrement sur le rôle des acteurs privés, c'est-à-dire principalement les entreprises et les groupes de sociétés. Des instruments de régulation, fondés sur une logique avant tout économique et n'ayant pas *a priori* vocation à intervenir en matière de justice environnementale et sociale, sont apparus. Ces dispositifs peuvent être adoptés volontairement par les entreprises ou leur être imposés pour faire évoluer leurs pratiques. Il s'agit de s'interroger sur la place, l'efficacité et la complémentarité de ces instruments de régulation à la fois dans les droits nationaux (français et brésilien), dans les droits régionaux (droit de l'Union européenne et droit applicable à l'espace Mercosur) et dans les démarches volontaires des entreprises ou groupes de sociétés.

RÉSUMÉ EN ANGLAIS

The scientific program focuses on various expressions of environmental and social justice. This notion is used in Brazil but it's little known in France and in European Union. This project analyses role of firms and multinational companies. Today, many economic tools impact environmental and social justice. Firms can either adopt intentionally these tools, or they are obliged to adopt them. What is the role of those instruments of regulation? Are they effective? This project examines role, efficiency and complementarity of economic tools in French law, in Brazilian law, in European Union law, in Mercosur law and in voluntary commitments of firms.

DESCRIPTION DU PROGRAMME

I Projet scientifique proposé et activités prévues

État de l'art

La responsabilité sociale (ou sociétale) des entreprises (RSE) est la prise en compte de préoccupations sociales et environnementales par les activités des entreprises. D'origine éthique, elle s'est développée initialement de manière volontaire. Les entreprises prennent de leur propre initiative des engagements dans leurs relations avec les parties prenantes (partenaires contractuels, commerciaux, société civile). Depuis quelques années, la RSE est également devenue contraignante. Les autorités publiques ont imposé des obligations en matière environnementale et sociale aux entreprises.

La RSE a certes déjà fait l'objet de plusieurs études. Mais, elle ne cesse d'évoluer. En effet, elle conduit actuellement au développement de nouveaux outils juridiques : il s'agit d'instrument de régulation, fondés sur une logique avant tout économique et n'ayant pas *a priori* vocation à intervenir en matière environnementale et sociale. Certains de ces dispositifs peuvent être adoptés volontairement par les entreprises (accords transnationaux à finalité environnementale et sociale conclus au sein des groupes multinationaux, informations environnementales et sociales) ; d'autres s'appliquent obligatoirement aux entreprises pour les contraindre à faire évoluer leurs pratiques (clauses sociales et environnementales dans les marchés publics, informations environnementales et sociales, marchés environnementaux, responsabilité).

Ces nouveaux outils semblent ainsi contribuer à la justice environnementale et sociale. Cette notion est connue dans certains pays, notamment en Amérique du Nord, et également au niveau international (OIT). Elle existe également au Brésil où elle présente une spécificité. La coopération scientifique a permis de mettre en exergue l'existence d'une conception extensive de la justice sociale puisque celle-ci inclut la justice environnementale. La justice environnementale et sociale est en revanche encore assez méconnue en France et dans l'Union européenne, où les politiques publiques sociales et environnementales sont, de manière générale, élaborées distinctement. Néanmoins, par la mise en œuvre de la RSE, les questions environnementales et sociales vont être associées.

Projet scientifique

Le programme scientifique traite de la justice environnementale et sociale. Il porte plus particulièrement sur le rôle des acteurs privés. Ces derniers regroupent principalement les entreprises et les groupes de sociétés. Les associations et les lanceurs d'alerte méritent également l'attention car ils peuvent, par leurs actions, avoir une influence sur la gestion de l'entreprise ou du groupe de sociétés.

Il s'agit de s'interroger sur la portée des instruments de régulation en matière de justice environnementale et sociale. Ces instruments assez variés peuvent être regroupés sous trois thèmes : relations commerciales et marchés publics (clauses contractuelles, accords transnationaux) ; marchés financiers et information (reporting extra-financier, affichage environnemental, alerte) ; obligations de réparation/de régulation (responsabilité(s), action en justice, régime de la responsabilité, sanction, réparation, marchés environnementaux).

Comment ces outils, n'ayant pas *a priori* une finalité sociale et environnementale et relevant d'une logique économique, peuvent-ils contribuer à la justice environnementale et sociale ? Pour répondre à cette question, il est nécessaire d'analyser ces dispositifs à la fois dans les droits nationaux (français et brésilien), dans les droits régionaux (droit de l'Union européenne et droit applicable à l'espace Mercosur) et dans les démarches volontaires des entreprises ou groupes de sociétés.

Il convient d'étudier la place des instruments de régulation, imposés aux entreprises, au sein des différents droits. De tels instruments, présents en droits français et de l'Union européenne, existent-ils en droit brésilien et dans l'espace Mercosur ? Le recours aux marchés, qui se développe en France et dans l'Union européenne, est-il également invoqué au Brésil et dans la zone Mercosur ? Dans l'affirmative, a-t-il la même ampleur ? Des pratiques RSE, telle l'information en matière environnementale et sociale, consacrées en droits français et de l'Union européenne, sont-elles intégrées en droit brésilien et dans l'espace Mercosur ? Qu'en est-il de la reconnaissance d'obligations de réparation, de régulation, comme le développement de la responsabilité civile ? Ces questions nous amènent à examiner la place effectivement accordée aux instruments de régulations par les différents droits au regard des autres mécanismes juridiques, considérés comme plus habituels, en matière de justice environnementale et sociale (police administrative, loi d'ordre public) et à apprécier leur efficacité : permettent-ils réellement d'œuvrer pour la justice environnementale et sociale ? Sont-ils plus protecteurs de l'environnement et des droits sociaux ? Qu'apportent-ils de plus par rapport aux outils juridiques habituels ?

Il convient également d'analyser la place des instruments de régulation volontairement adoptés par les entreprises et les groupes de sociétés. Cette démarche volontaire est-elle autant développée en France, dans l'Union européenne, au Brésil et dans l'espace Mercosur ? Comment se manifeste-t-elle ? Quelles sont les pratiques de la RSE volontairement appliquées ? Les préoccupations environnementales et sociales sont-elles intégrées régulièrement dans le champ contractuel ? Quel est le contenu des clauses contractuelles ou des accords transnationaux ? Quelles sanctions encourues en cas de non-respect de ces instruments volontairement appliqués ? Quelle influence peuvent exercer les représentants de la société civile sur la prise en compte volontaire de ces instruments de régulation ? Sur le suivi de leur application effective par les entreprises ou groupes de sociétés ? Ces interrogations nous conduisent à évaluer l'efficacité de ces outils de régulation volontaires et à les confronter aux droits nationaux et régionaux : ces instruments de régulation volontaires sont-ils davantage mis en œuvre que des dispositifs obligatoires ? Sont-ils plus efficaces que les mécanismes mis en place par les droits nationaux et régionaux ? Quel est leur impact réel pour la justice environnementale et sociale ? Quelle complémentarité peuvent avoir l'ensemble des instruments de régulation (obligatoires comme volontaires) ? Quelle co-régulation ?

Qualité et originalité du projet

Le projet permet de souligner l'apparition des instruments de régulation, aspect nouveau de la RSE. Il contribue à une étude complète de ces dispositifs, par une analyse des instruments volontaires comme contraignants. Ces outils ont souvent la particularité de concerner à la fois les droits sociaux et la protection de l'environnement. C'est pourquoi le projet porte spécifiquement sur la justice environnementale et sociale. Le projet permet ainsi d'étudier de nouvelles normes associant logique économique et éthique. Il participe à démontrer la responsabilisation des entreprises et la moralisation de leurs activités. Il permet par conséquent de s'interroger sur la contribution des instruments de régulation à l'acceptabilité sociale des activités des entreprises et des groupes de sociétés.

La coopération scientifique franco-brésilienne a principalement porté sur l'effectivité de la protection de l'environnement et de certains droits sociaux, faisant dans chaque pays l'objet d'une constitutionnalisation. Des évolutions juridiques communes sont déjà apparues. Le projet va permettre d'analyser si une telle similitude existe également pour les instruments de régulation et si ces derniers sont réellement appelés à se développer.

Perspectives

Outre une étude comparée des droits nationaux et des droits régionaux, la recherche se propose de vérifier la pertinence de l'attribution d'un rôle aux entreprises dans la réalisation de la justice environnementale et sociale. L'utilisation d'instruments de régulation fait de l'entreprise et des groupes de sociétés des acteurs majeurs dans ce domaine. Elle favorise l'intégration et la diffusion des préoccupations environnementales et sociales en prenant en compte la sphère d'influence de l'entreprise, tant dans ses relations avec ses partenaires contractuels (relations commerciales et marchés publics) que dans ses relations avec la société civile (marchés financiers et information ; obligations de réparation/de régulation). La recherche se propose également d'analyser le progrès, réalisé par ces outils, pour la protection de l'environnement et des droits sociaux. Cela conduit à examiner leur degré d'efficacité et leur degré de complémentarité avec des mécanismes juridiques classiques (police administrative, loi d'ordre public).

Activités prévues

Le projet de coopération réunira une dizaine de chercheurs et enseignants chercheurs français et brésiliens. Trois séminaires seront prévus, impliquant une mobilité pour l'une ou l'autre équipe. Un séminaire sera organisé chaque année. Les trois thèmes (relations commerciales et marchés publics ; marchés financiers et information ; obligations de réparation/de régulation) feront chacun l'objet d'un séminaire. Les missions auront une durée moyenne de 8 jours.

II Participation d'étudiants/jeunes chercheurs

Le projet, comme les animations scientifiques antérieures, a plutôt été associé à des chercheurs confirmés. Néanmoins, des étudiants et des jeunes chercheurs pourront assister aux séminaires, d'autant que le programme scientifique peut s'inscrire dans les activités du Master Droit et Justice sociale de la FURG.

III Éthique

Le projet s'inscrit dans le questionnement plus général relatif à la relation entre économie et éthique et à la reconfiguration de l'économie de marché puisqu'il concerne la prise en compte des préoccupations environnementales et sociales par les activités des entreprises.

RÉSULTATS

RÉSULTATS DÉJÀ OBTENUS

Bilan de la coopération franco-brésilienne

La collaboration franco-brésilienne a donné lieu à deux conventions de coopération successives et à plusieurs animations scientifiques depuis 2009.

Les deux conventions ont été conclues avec deux universités fédérales brésiliennes distinctes. Tout d'abord, une convention, associant formation et recherche en droit, a existé entre l'Université de Rennes 1/IODE UMR CNRS 6262 et l'Université fédérale brésilienne de Pelotas de 2009 à 2014. Elle portait sur les thématiques de la santé, de l'environnement et de la propriété intellectuelle. Depuis 2014, cette convention a été limitée à l'accueil d'étudiants.

La convention de coopération avec l'Université fédérale brésilienne de Pelotas a été fructueuse, comme en témoignent les manifestations, organisées à Rennes comme au Brésil, et les publications d'ouvrages (*v. infra*). Néanmoins, après concertation avec nos interlocuteurs (les professeurs Anderson Orestes Cavalcante Lobato et Maria Claudia Crespo Brauner), le renouvellement de l'accord n'a pas été envisagé. Deux raisons peuvent le justifier : d'une part, nos interlocuteurs appartiennent désormais à une autre université, Université fédérale brésilienne de Rio Grande (FURG), qui a déjà été associée aux manifestations et publications, et avec laquelle une nouvelle convention de coopération a été signée ; d'autre part, l'Université de Pelotas ne dispose pas de Master, contrairement à la FURG, avec laquelle des perspectives liées à la formation et à la recherche peuvent se dessiner. Les universités de Pelotas et de Rio Grande sont voisines l'une de l'autre et travaillent ensemble. Par conséquent, le non renouvellement de la convention avec Pelotas n'est pas un obstacle au maintien de la collaboration franco-brésilienne. En raison de perspectives plus importantes, la coopération avec la FURG a été appelée à se substituer à celle avec Pelotas.

La convention entre l'Université de Rennes 1/IODE UMR CNRS 6262 et l'Université fédérale brésilienne de Rio Grande (FURG) a été conclue en 2013, pour une durée de cinq ans. Elle associe formation et recherche en droit. Une nouvelle thématique a été ajoutée par rapport à la première convention. La justice sociale entre dans les thèmes de la coopération, aux côtés de la santé, de la propriété intellectuelle et de l'environnement.

Cette collaboration a permis d'associer depuis peu une autre équipe brésilienne : l'Université fédérale de Santa Catarina (UFSC).

L'attribution d'une Chaire CNRS, portant sur le droit de l'environnement et la responsabilité environnementale, au laboratoire IODE UMR CNRS 6262 de 2009 à 2014 (titulaire : Marion Bary) a contribué à développer le partenariat franco-brésilien.

La collaboration franco-brésilienne a conduit à commencer une étude comparée des deux droits nationaux. La recherche a principalement porté sur l'effectivité de la protection de l'environnement et de certains droits sociaux, faisant dans chaque pays l'objet d'une constitutionnalisation.

Plusieurs manifestations franco-brésiliennes ont eu lieu. Elles ont été principalement co-organisées par l'Université de Rennes 1/IODE UMR CNRS 6262 et, successivement, par les Universités fédérales de Pelotas et de Rio Grande. Dans l'ordre chronologique, se sont déroulés : le Séminaire international « Responsabilidade civil ambiental na França », (septembre 2009, Pelotas), le Séminaire international « Droit de l'environnement », (novembre 2009, Pelotas), le Campus de recherche franco-brésilien « Santé, Environnement et Propriété intellectuelle » du 25 au 28 mai 2010 (Rennes), la Journée d'étude franco-brésilienne

« Environnement et Patrimoine culturel – Approche comparée en droits brésilien, français et de l’Union européenne » du 5 décembre 2011 (Rennes), le Séminaire international « Droit, Santé et Environnement », 5 et 6 novembre 2012 (Rio Grande) et le Séminaire international « Droits fondamentaux et Environnement », co-organisé par l’Université de Rennes 1/IODE UMR CNRS 6262 et l’Université fédérale du Mato Grosso, 8 et 9 novembre 2012 (Cuiaba), la Journée d’étude franco-brésilienne « Droit, Santé et Environnement – La sécurité sanitaire », 11 décembre 2013 (Rennes), le Séminaire Desafios Sociológicos e Jurídicos para a Sustentabilidade, juin 2014 (Rio Grande), le Séminaire international *Direitos Humanos e Justiça socioambiental*, co-organisé par le Master en Droit et Justice Sociale de l’Université fédérale de Rio Grande (FURG), par l’Université fédérale de Santa Catarina (UFSC), par l’Université fédérale du Para (UFPA), par l’Université fédérale de Mato Grosso (UFMT), par l’Université de Rennes 1/IODE UMR CNRS 6262 (séminaire en deux sessions : la première à Florianópolis, dans l’État de Santa Catarina et la seconde à Belém, dans l’État du Pará, respectivement les 5 et 6 novembre 2015 et les 9 et 10 novembre 2015).

Une manifestation est déjà programmée à Rio Grande en octobre 2016. Il s’agit du Séminaire international *Droit et justice sociale*, co-organisé par l’Université de Rennes 1/IODE UMR CNRS 6262 et par l’Université fédérale de Rio Grande.

Des travaux collectifs franco-brésiliens ont été publiés. Il s’agit, d’une part, de plusieurs actes de colloques : Maria Claudia Crespo Brauner et Philippe Pierre (dir.), *Direitos Humanos, Saude e Medicina : uma perspectiva internacional*, editora da FURG, Rio Grande, 2013 ; Anderson Lobato et Philippe Pierre (dir.), *Direito, Justiça e Ambiente : perspectivas franco-brasileiras*, editora da FURG, Rio Grande, 2013 ; Marion Bary (dir.), *Environnement et patrimoine culturel – Approche comparée : droits brésilien, français et de l’Union européenne*, numéro spécial Revue juridique de l’Ouest, 2012.

Des actes de colloques sont également en cours de publication dans la Revue JURIS (revue de l’Université fédérale de Rio Grande) : peuvent être cités les actes du Séminaire international « Droit, Santé et Environnement », des 5 et 6 novembre 2012, Rio Grande ; les actes de la Journée d’étude franco-brésilienne « Droit, Santé et Environnement – La sécurité sanitaire », 11 décembre 2013 (Rennes) ; les actes du Séminaire international *Direitos Humanos e Justiça socioambiental*, 5 et 6 novembre 2015 (UFSC, Florianopolis) et 9 et 10 novembre 2015 (UFPA, Belem).

Il s’agit, d’autre part, d’un ouvrage collectif franco-brésilien : M. Bary et Anderson Orestes Cavalcante Lobato (dir.), *Diversités du patrimoine – Approche comparée en droits brésilien et français*, éd. PUR, collection L’univers des normes, mars 2014, 203 p.

ÉQUIPES

ÉQUIPE FRANÇAISE (IODE UMR CNRS 6262, Université de Rennes 1)

- Marion Bary, Maître de conférences, porteur du projet
- Marion Del Sol, Professeur, Directrice IODE
- Josépha Dirringer, Maître de conférences
- Marion Lemoine Schonne, Chargée de recherche CNRS
- Frédérique Michéa, Maître de conférences

ÉQUIPE BRÉSILIENNE

FURG :

- Anderson Orestes Cavalcante Lobato, Professeur, porteur du projet au Brésil
- Maria Claudia Crespo Brauner, Professeur
- Renato Durto Dias, Professeur

UFSC :

- José Rubens Morato Leite, Professeur
- Leticia Albuquerque, Professeur

ÉQUIPE FRANÇAISE

Marion BARY

Maître de conférences, IODE UMR CNRS 6262, Université de Rennes 1

2009-2014 : titulaire d'une Chaire CNRS (INEE ; thématiques : droit de l'environnement et responsabilité environnementale)

Chargée de l'animation de la coopération franco-brésilienne

Champs de recherche : responsabilité civile, responsabilité environnementale, droit privé de l'environnement, risques sanitaires et environnementaux

Publications et communications en lien avec le projet :

Direction d'ouvrage :

-*Diversités du patrimoine – Approche comparée en droit brésilien et français*, M. Bary et Anderson Orestes Cavalcante Lobato (dir.), éd. PUR, collection L'univers des normes, mars 2014, 203 p.

-*Environnement et Patrimoine culturel – Approche comparée : droits brésilien, français et de l'Union européenne*, actes de la Journée d'étude franco-brésilienne du 5 décembre 2011, organisée par l'IODE, responsable scientifique Marion Bary, numéro spécial RJO, novembre 2012.

Articles :

-« Responsabilité civile et préjudice écologique : à propos de Cass. crim., 22 mars 2016 », *RCA* 2016, à paraître

-« Instruments juridiques et économiques de régulation de la pollution de l'air et de l'atmosphère », co-écrit avec Marie-Hélène Hubert, Maître de conférences en sciences économiques, *Cahiers Droit, Sciences et Technologies*, 2016, à paraître

-« Le rôle de la responsabilité civile dans la protection de l'environnement en droit français », in *Diversités du patrimoine – Approche comparée en droits brésilien et français*, M. Bary et A.O.C. Lobato (dir.), PUR, coll. L'univers des normes, 2014, pp. 115 à 131.

-« Droit à un environnement équilibré et respectueux de la santé et responsabilités », in *Changements environnementaux globaux et Droits de l'homme*, (dir.) Ch. Cournil et C. Colard-Fabregoule, Bruylant, 2012, pp. 265 à 281.

-« L'information du consommateur de nanoproducts en matière de sécurité corporelle et d'environnement : état des lieux et perspectives », coécrit avec A. Maffre-Baugé, in *Des nanotechnologies aux technologies émergentes – La régulation en perspectives*, S. Lacour (dir.), Larcier, 2013, pp. 85 à 109.

-« Information environnementale, contrat de vente immobilière et nanomatériaux. Les obligations spéciales du vendeur lors de la vente d'un terrain », in *Des nanotechnologies aux technologies émergentes – La régulation en perspectives*, S. Lacour (dir.), Larcier, 2013, pp. 111 à 126.

-« Les instances judiciaires françaises dans leur travail d'interprétation des droits fondamentaux de l'individu et la dimension environnementale », in *Droits fondamentaux et environnement*, Actes du colloque « Regards croisés sur les rapports entre les droits fondamentaux et l'environnement : Perspectives de la Belgique, du Canada et de la France », tenu à la Section de droit civil de l'Université d'Ottawa, le 25 janvier 2013, A. Braën (dir.), Montréal, Wilson & Lafleur, 2013, pp. 149-177.

-« Vers l'inapplication de la responsabilité environnementale ? », *LPA* 3 avril 2014, pp. 6 à 10.

-« L'arrêt Erika : un arrêt novateur à plus d'un titre – Etude des aspects civils », *RLDC* (mars) 2013, n° 102, pp. 19 à 24. (commentaire d'arrêt)

-« L'obligation de vigilance à l'égard des atteintes à l'environnement (à propos de Cons.const., 8 avril 2011, n° 2011-116 QPC) », *RLDC* septembre 2011, pp. 20 à 25 (commentaire de décision)

-« Le droit à un environnement sain », *RDLC* mai 2010, pp. 65 à 70

Communications :

-« La protection de l'environnement et responsabilité sociétale des entreprises », Séminaire international « Justice socio-environnementale et droits de l'Homme », organisé par les Universités fédérales brésiliennes de Rio Grande, du Para, de Santa Catarina, du Mato Grosso et l'Université de Rennes 1 (IODE), Florianopolis, 5 et 6 novembre 2015/ Belem, les 10,11 et 12 novembre 2015

-« L'action civile des associations de protection de l'environnement », Journée d'étude franco-brésilienne « Droit, Santé et Environnement – La sécurité sanitaire », organisée par l'IODE (UMR CNRS 6262) et l'Université fédérale de Rio Grande (FURG), 11 décembre 2013, Faculté de droit et de science politique de Rennes.

-« La régulation environnementale : approches économique et juridique », avec Marie-Hélène Hubert, Maître de conférences en sciences économiques, conférence organisée par le Master Banque et Finance et la Banque de France, Faculté de sciences économiques, Rennes, 17 octobre 2013

-« Quelle efficacité du droit de l'Union européenne pour la protection du droit à un environnement sain ? », Colloque international, *L'intégration régionale et les droits des individus*, Université fédérale de Porto Alegre (UFRGS), 3 et 4 décembre 2012, organisé par l'Université fédérale de Porto Alegre dans le cadre du GDRI CNRS « IRMCED » (Groupement de recherche international : intégrations régionales dans le monde, convergences et divergences).

-« Droit à un environnement sain en droit français », Séminaire international Droit, Santé et Environnement, Université fédérale de Rio Grande, 5 et 6 novembre 2012/ Séminaire international Droits fondamentaux et Environnement, Université fédérale du Mato Grosso (Cuiaba), 8 et 9 novembre 2012.

-« La responsabilité environnementale, à l'échelon français et européen », Campus de recherche franco-brésilien « Santé, Environnement et Propriété intellectuelle » ayant lieu à la Faculté de droit et de science politique du 25 au 28 mai 2010

Marion Del Sol

Professeur de droit – Université de Rennes 1

Directrice du laboratoire de recherche en droit IODE (UMR CNRS 6262)

CHAMPS ET PRINCIPAUX THEMES DE RECHERCHE

Champ de recherche – Droit social dans toutes ses dimensions : droit du travail – droit de la sécurité sociale – droit de la protection sociale complémentaire (notamment protection sociale d'entreprise) – droit social international et européen

Principaux thèmes de recherche – Protection sociale d'entreprise ; articulation assurance maladie obligatoire / protection sociale complémentaire ; santé-travail et liens prévention/prévoyance d'entreprise

PRINCIPALES PUBLICATIONS ET COMMUNICATIONS (en lien avec le projet PICS)

MANUEL - *Droit social européen et international* (manuel en collaboration avec S. Hennion et M. Le Barbier-Le Bris) – Éd. PUF, coll. Thémis, 2ème éd., août 2013, 501 p. [1ère éd., oct. 2010]

CHAPITRES D'OUVRAGES COLLECTIFS

Droit européen et protection sociale négociée : mesure de l'autonomie des partenaires sociaux – in P. Turquet (dir.), « La crise de la protection sociale en Europe. Adaptation ou refondation », Éd. PUR, 2015, pp. 95-105

Risques et limites du développement des retraites professionnelles en Europe – in S. Martens et J.-P. Revauger (dir.), « Vers un modèles social européen ? », éd. PU de Bordeaux, 2012, pp. 161-174

ARTICLES

Généralisation de la couverture complémentaire santé des salariés : éléments de controverse – Droit social, n° 2/2014, pp. 165-173

L'articulation entre assurance maladie obligatoire et assurance maladie complémentaire : quelles implications pour la solidarité ? (en collaboration avec S. Moisdon-Chataigner et J.-M. André) – Regards, n° 42, juill. 2012, pp. 209-225

La construction juridique du marché de l'assurance santé en Europe – RDSS n° 2/2011, pp. 197-209

Les faux semblants des retraites d'entreprise – Revue de droit sanitaire et social, n° 1/2008, pp. 43-52

Les organismes complémentaires d'assurance maladie et la gestion du risque maladie à l'aune de la réforme du 13 août 2004 (en collaboration avec P. Turquet, maître de conférences en sciences économiques) – RDSS n° 2/2005, pp. 308-323

COLLOQUES, WORKSHOPS ET JOURNEES D'ETUDES INTERNATIONAUX

Protection sociale d'origine professionnelle et solidarité : diversité et ambiguïté – Séminaire international « Justiça Socioambiental e Direitos Humanos » co-organisé par les universités brésiliennes de Rio Grande, de Santa Catarina, du Para et de Mato grosso (Florianopolis, 5 et 6 nov. 2015 – Belém, 9 et 10 nov. 2015)

European social security model and Asia: the role of multinational enterprises in extending social security (en collaboration avec P. Turquet, maître de conférences en sciences économiques) – 22ème séminaire international de recherche en sécurité sociale de la FISS (Fundation for International Studies on Social Security) (Hong-Kong, Chine, 7-9 juin 2015)

Multinational enterprises and potential role in extending social security in emerging and devloping economies – examples of French initiatives (en collaboration avec P. Turquet, maître de conférences en sciences économiques) – Workshop international on Social policy (Singapour, 12-13 févr. 2015)

Inequalities in access to healthcare insurance in Europe. The broadening of private health insurance in France (en collaboration avec P. Turquet, maître de conférences en sciences économiques) – 12ème conférence annuelle de ESPAnet (European network for social policy analysis) (Oslo, Norvège, 4-6 sept. 2014)

Generalisation of private health insurance: French particularities within Europe (en collaboration avec P. Turquet, maître de conférences en sciences économiques) – 21ème séminaire international de recherche en sécurité sociale de la FISS (Fundation for International Studies on Social Security) (Sigtuna, Suède, 2-4 juin 2014)

Josépha Dirringer

Maître de conférences, IODE UMR CNRS 6262, Université de Rennes 1

Champs de recherche : droit social (transformations de la production des normes sociales et plus précisément promotion des procédures de participation)

Publications et communications en lien avec le projet

Publications :

-*Les Sources de la représentation collective des salariés. Contribution à l'étude des sources du droit*, LGDJ, Coll. La bibliothèque de droit social, 2015 Tome 65.

-« Exercice de taxologie juridique appliqué aux nouvelles formes de négociations sociales », obs. sous Cass. Soc. 15 octobre 2013, *Les Cahiers de l'Unité du droit*, n° 2, mars 2014, p. 17

-« Les voies d'une démocratie sociale et environnementale ou l'illusion procédurale », *Dr. soc.* 2015, p. 326

-« Bienvenue dans l'ère du dialogue social : de nouvelles règles pour de nouvelles logiques », *Dr. ouv.* 2016, p. 56.

Communications :

-« Du principe-idée au principe-règle, la loyauté en droit français de la négociation collective », colloque international du CRIMT (Université de Montréal) sur le thème *Négociation au travail – Travail de négociation* des 25 et 26 avril 2013. Publication des actes du colloque dans la revue *Négociations*

-« Démocratie sociale et démocratie environnementale », Colloque Travail et environnement : quelles relations, Université de Bordeaux, Comptrasec et RIODD, 1er au 3 octobre 2014

-« L'ère du dialogue social : de nouvelles règles pour une nouvelle logique ? », Conférence d'actualité organisée par l'Institut du travail de Strasbourg et la DIRECCTE ACAL le 3 mars 2016

- « Les aménagements raisonnables au croisement d'une logique d'égalité et d'une logique de santé », colloque organisé le 1er juillet 2016 à l'Université POND (Participation à l'équipe de recherche sur les aménagements raisonnables en matière de handicap)

Marion Lemoine Schonne

Chargée de recherche CNRS, IODE UMR CNRS 6262, Université de Rennes 1

Champs de recherche : Droit international ; Droit de l'environnement ; Changements climatiques ; Évolution de la normativité ; Mécanismes de marché

Publications en lien avec le projet :

- « La circulation des normes, facteur d'effectivité en droit international du climat », Atelier de restitution des travaux du programme ANR CIRCULEX, 21 mars 2016, Aix-en-Provence, article à paraître.

- « La flexibilité du droit dans l'Accord de Paris sur les changements climatiques », Revue juridique de l'environnement, 2016/1, pp. 37-55.

- « The normative power, from hard law to soft law. Reflections from the international climate change regime », Third European Law Forum Conference EELF : The Effectiveness of Environmental Law, Aix-en-Provence, 2-4 sept. 2015.

- Les évolutions de la normativité internationale, illustration à partir du Mécanisme pour un développement propre du Protocole de Kyoto, 477 p., Presses Universitaires d'Aix-Marseille, Coll. « Environnement », à paraître 2016.

- « Le recours au contrat dans le régime juridique international de lutte contre les changements climatiques. L'exemple du MDP », in BOUTONNET (M.) (Dir.), Le contrat et l'environnement, PUAM, déc. 2014.

- « Bilan contrasté d'un mécanisme d'incitation au respect de la règle de droit. L'exemple du Mécanisme pour un développement propre du Protocole de Kyoto », in BUGADA (A.) (Dir.), Energies, environnement et développement durable, Presses Universitaires d'Aix-Marseille, Coll. Espace & développement durable, Aix-en-Provence, 2013, pp. 165-181.

Activités scientifiques au sein de programmes de recherche

Depuis Juillet 2013	ANR <i>CIRCULEX</i> <i>circulation de normes et réseaux d'acteurs dans la gouvernance internationale de l'environnement</i> , coordonné par le CERIC.
2010-2012	PICS <i>Perspectives d'évolution du droit de l'environnement, approche comparée Chine/Europe</i> .
Nov. 2012	Séjour de recherche à l'Université de Taïwan et colloque.
Nov. 2010	Séjours de recherche à l'Académie des Sciences sociales de Shanghai et à l'Université de Wuhan et colloque.
2008-2010	ANR <i>Le comportement des pays émergents dans la gouvernance du développement durable : contestation, conservation ou réforme ?</i> Responsable de l'analyse juridique de l'atelier « Gouvernance » collab. A. S. TABAU, publication et participation au Colloque des 9-10 mars 2011, Sciences-Po Paris.

2009-2012

ANR GICC Gestion et Impacts des changements climatiques, Les négociations internationales du post-2012 : une lecture juridique des enjeux fondamentaux.

Frédérique Michéa

Maître de conférences, IODE UMR CNRS 6262, Université de Rennes 1

Champs de recherche : Droit de l'Union européenne ; Politiques matérielles de l'Union européenne ; Politique sociale européenne et dimension sociale des relations extérieures de l'Union européenne

Publications et communications en lien avec le projet :

Publications :

-Article « La Cour de Justice, garante de l'équilibre institutionnel » in N. Rubio (dir.), *Le contrôle des fonds européens de cohésion. Evolutions, enjeux et perspectives*, Bruylant, Travaux de droit international et européen, 2013, p.61-90.

-Article : « Les clauses sociales : le modèle européen » in Dorval Brunelle (dir.), *L'Alena à 20 ans : un accord en sursis, un modèle en essor*, Les éditions de l'Institut d'études internationales de Montréal (IEIM), Montréal, 2014, 613 p., p.373-388.

-Article « Les catégories juridiques du droit social de l'Union européenne » in B. Bertrand (dir.), *Les catégories juridiques du droit de l'Union européenne*, Bruylant, Collection Droit de l'Union européenne, à paraître, août 2016.

Communications :

-« L'institution d'un statut social fondamental en faveur des citoyens européens : signification, apports et limites au sein d'une organisation d'intégration », Colloque organisé les 3 et 4 décembre 2012 à l'Université fédérale du Rio Grande do Sul, Porto Alegre (Brésil), « Les intégrations régionales d'intégration et les individus ».

-« Les enjeux de l'insertion d'une clause sociale dans l'accord économique et commercial global (AECG) entre l'Union européenne et le Canada, ou la confrontation de deux modèles de clause sociale », Cycle d'un séminaire organisé le 7 juin 2013 à la Faculté de droit et de science politique de Rennes par le Centre de Recherches européennes de Rennes (CEDRE) en partenariat avec l'Université du Québec à Montréal (UQUAM), « L'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et le Canada. Du dialogue au libre-échange transatlantique »

-« La comparaison des régionalismes : la dimension sociale », Colloque organisé les 13 et 14 février 2014 par l'Institut d'études internationales de Montréal (IEIM), le Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation (CEIM) et l'Observatoire sur les Etats-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand, à l'Université du Québec à Montréal (UQUAM), « L'ALENA et les nouveaux modèles d'intégration ».

-« La fondamentalité des droits sociaux en droit de l'Union européenne », SEMINÁRIO INTERNACIONAL, « Justiça Socioambiental Sociedade e Risco », Université fédérale de Santa Catarina (UFSC), 5-6 novembre 2015, Florianópolis, et SEMINÁRIO INTERNACIONAL, « Estado Social, Direitos Humanos e Meio Ambiente », Université fédérale du Para (UFPA), 10-13 novembre 2015, Belém, Brésil.

Conférences et enseignements dispensés à l'étranger

SEMINÁRIO O PRINCÍPIO DEMOCRÁTICO NA UNIÃO EUROPEIA – Aspectos institucionais e materiais, 13-16 octobre 2014, Université fédérale du Rio Grande do Sul, Ecole supérieure de la magistrature, Porto Alegre, Brésil.

ÉQUIPE BRÉSILIENNE

FURG

Anderson Orestes Cavalcante Lobato

Professeur, FURG

Coordinateur adjoint du groupe de recherche Direito e Justiça Social

Coordinateur adjoint du Master Droit et justice sociale

Chargé de l'animation de la coopération franco-brésilienne

Champs de recherche : droit constitutionnel et droit de l'environnement

Publications en lien avec le projet :

Weber, Cristiano ; Hüning, Liane Francisca ; LOBATO, A. O. C. . “Democracia, participação e deliberação nos Conselhos Municipais de Meio Ambiente”. *Protestantismo em Revista*, v. 37, p. 64-80, 2015.

Blank, Dionis Mauri Penning ; LOBATO, A. O. C. “A necessária regulação jurídica dos efeitos das mudanças climáticas”. *JURIS, Revista da Faculdade de Direito. Rio Grande: FURG*, v. 19, p. 19-30, 2013.

LOBATO, A. O. C.; Benedetti, Eduardo José Bordignon. “Negros e índios: ações afirmativa e a realização da justiça social”. *JURIS, Revista da Faculdade de Direito. Rio Grande: FURG*, v. 17, p. 75-91, 2012.

LOBATO, A. O. C. “Direitos Fundamentais e cidadania: um estudo sobre as condições Jurídico-constitucionais de implementação dos direitos humanos no Brasil”. *Trabalho e Ambiente, Caxias do Sul*, v. 1, p. 53-74, 2002.

LOBATO, A. O. C. “Política, Constituição e Justiça: os Desafios para a Consolidação das Instituições Democráticas”. *Revista de Sociologia e Política, Curitiba*, v. 17, p. 45-52, 2001.

LOBATO, A. O. C. “Os desafios da proteção jurisdicional dos direitos sociais, econômicos e culturais”. *Estudos Jurídicos, São Leopoldo*, v. 86, p. 5-24, 1999.

BRAUNER, Maria Cláudia Crespo (Org.) ; LOBATO, A. O. C. (Org.). *Direito e Justiça Social: a construção jurídica dos direitos de cidadania. Rio Grande: Editora FURG, 2015. 300p* .

LOBATO, A. O. C.; Pierre, Philippe (Org.). *Direito, Justiça e Ambiente; perspectivas franco-brasileiras. Rio Grande: FURG, 2013. 276p*

LOBATO, A. O. C.; Madeira, Carlos Guilherme. “Direito e Justiça Social: a efetividade da proteção dos direitos ambientais constitucionais de solidariedade”. In: Jean Jardim. (Org.). *Direito, Educação, Ética e Sustentabilidade: diálogos entre os vários ramos do conhecimento no contexto da América Latina e do Caribe. 1ed.Goiânia: Instituto Tueri, 2015, v. 4, p. 107-123.*

LOBATO, A. O. C.; VERAS NETO, F. Q. ; SARAIVA, B. C. . La protection de la biodiversité au Brésil: la constitutionnalisation de l'espace territorial spécialement protégé. In: Marion Bary;

Anderson Orestes Cavalcante Lobato. (Org.). Diversités du patrimoine; approche comparée en droits brésilien et français. 1ed.Rennes: Presses Universitaires de Rennes, PUR, 2014, v. 1, p. 97-103

BARY, Marion ; LOBATO, A. O. C. . (Org.). Diversités du patrimoine; approche comparée en droits brésilien et français. 1ed.Rennes: Presses Universitaires de Rennes, PUR, 2014, v. 1, p. 7-11.

LOBATO, A. O. C.; Wienke, Felipe Franz . Os Conselhos de proteção do meio ambiente: um instrumento jurídico de construção da democracia participativa. In: Elisabete Gabriela Castellano; Alexandre Rossi; Silvio Crestana. (Org.). Direito Ambiental; Vol. 1 Princípios gerais do Direito Ambiental. 1ed.Brasília: Embrapa, 2014, v. 1, p. 889-901.

LOBATO, A. O. C.; Neves, Thiago Burlani . A judicialização da responsabilidade civil ambiental: a poluição da agricultura irrigada. In: Anderson Orestes Cavalcante Lobato; Philippe Pierre. (Org.). Direito, Justiça e Ambiente: perspectivas franco-brasileiras. 1ed.Rio Grande: Editora FURG, 2013, v. 1, p. 211-232.

LOBATO, A. O. C.; Wienke, Felipe Franz . Participação popular no direito ambiental: desafios para a efetivação do princípio democrático. In: Carlos Alberto Lunelli. (Org.). Direito, Ambiente e Políticas Públicas. Curitiba: Juruá, 2011, v. 2, p. 33-56.

LOBATO, A. O. C.. As garantias do processo: a efetividade dos direitos de cidadania. In: Anderson Orestes Cavalcante Lobato; José Luiz Quadros de Magalhães; Josirene Cândido Londero. (Org.). Direito e Sociedade na América Latina do Século XXI. 1ed.Pelotas: Editora da UFPel, 2009, v. 1, p. 19-46.

LOBATO, A. O. C.; ALMEIDA, Gilson Cesar Borges de . Tributação ambiental: uma contribuição ao desenvolvimento sustentável. In: Heleno Taveira Tôrres. (Org.). Direito Tributário Ambiental. 1ªed.São Paulo: Malheiros, 2005, v. , p. 624-640.

LOBATO, A. O. C.. Política, Constituição e Justiça; a legitimidade da jurisdição constitucional e a consolidação das instituições democráticas. In: André Ramos Tavares; Olavo A. V. Alves Ferreira; Pedro Lenza. (Org.). Constituição Federal 15 anos: mutação e evolução. : , 2003, v. , p. 133-146.

LOBATO, A. O. C.. Uma gestão ambiental participativa: a difícil simbiose entre o público e o privado. In: Luiz Henrique Ronchi; Anderson Orestes Cavalcante Lobato. (Org.). Minas do Camaquã: um estudo multidisciplinar. São Leopoldo: Unisinos, 2000, v. , p. 317-336.

LOBATO, A. O. C.; MATOS, S. M. . Os espaços privados de proteção ambiental. In: Luiz Henrique Ronchi; Anderson Orestes Cavalcante Lobato. (Org.). Minas do Camaquã: um estudo multidisciplinar. São Leopoldo: Unisinos, 2000, v. , p. 337-352.

LOBATO, A. O. C.. A contribuição da jurisdição constitucional para a consolidação do Estado Democrático de Direito. In: Leonel Severo Rocha; Lenio Luiz Streck; José Luis Bolzan de Moraes. (Org.). Anuário do Programa de Pós-Graduação em Direito. Mestrado e Doutorado. São Leopoldo: Unisinos, 1999, v. , p. 13-35.

Maria Claudia Crespo Brauner

Professeur, FURG

Coordinatrice du groupe de recherche Droit e Justiça Social

Coordinatrice du Master Droit et justice sociale

Champs de recherche : droits fondamentaux

Publications en lien avec le projet :

CIGNACHI, J. B. ; BRAUNER, M. C. C. . Direitos humanos e meio ambiente: a proteção da saúde e as demandas coletivas. Revista eletrônica Refletindo o Direito, v. 1, p. 505-519, 2014.

BRAUNER, M. C. C.; ZARO, L. . Saúde e meio ambiente: fatores condicionantes para a concretização do direito à saúde. Juris (FURG), v. 17, p. 53-74, 2012.

BLANCK, D. M. P. ; BRAUNER, M. C. C. . A responsabilidade civil ambiental das instituições bancárias pelo risco ambiental produzido por empresas financiadas. Revista Eletrônica do Mestrado em Educação Ambiental, v. 22, p. 261-275, 2009.

BRAUNER, M. C. C.; OLIVEIRA, C. A. . A proteção constitucional do meio ambiente e do direito fundamental à vida: interfaces entre a Bioética e o Direito. Revista Faculdade de Direito (Caxias do Sul), v. 17, p. 9-31, 2007.

BRAUNER, M. C. C.; LOBATO, A. O. C. (Org.) . Direito e Justiça Social: a construção jurídica da cidadania. 1. ed. Rio Grande RS: Editora da FURG, 2015. v. 1. 300p .

BRAUNER, M. C. C.; LIEDKE, Mônica Souza (Org.) ; SCHNEIDER, P. M. (Org.) . Biotecnologia e Direito Ambiental: possibilidades de proteção da vida a partir do paradigma socioambiental. 1. ed. Jundiaí: Paco Editorial, 2012. v. 1. 268p .

BRAUNER, M. C. C.; DURANTE, V. (Org.) . Ética Ambiental e Bioética: proteção jurídica da biodiversidade. 1. ed. Caxias do sul: EDUCS, 2012. v. 1. 324p .

BRAUNER, M. C. C.; REY, L. A. P. . A EFICIÊNCIA DA TUTELA JURÍDICA BRASILEIRA NA CONSERVAÇÃO DOS RECURSOS HÍDRICOS CONTRA A POLUIÇÃO, SOB O ENFOQUE DO ESTUÁRIO DA LAGOA DOS PATOS NO ENTORNO DO MUNICÍPIO DO RIO GRANDE/RS. In: Livia Gaigher Bosio Campello; Norma Sueli Padilha; Paulo de Bessa Antunes.. (Org.). (Re) Pensando o Direito: Desafios para a Construção de novos Paradigmas. Direito Ambiental 1. 1ed.Florianópolis: CONPEDI, 2014, v. 1, p. 91-11

BRAUNER, M. C. C.; SCHNEIDER, P. M. . A produção de agrocombustíveis no Brasil e os impactos socioambientais. In: Anderson Lobato; Philippe Pierre. (Org.). Direito, justiça e Ambiente: perspectivas socioambientais. 1ed.Rio Grande - RS: Editora da FURG, 2013, v. 1, p. 41-62

BRAUNER, M. C. C.. Biotecnologia e Direito: compromissos com a proteção da saúde humana e ambiental. In: Brauner, Maria Claudia Crespo; Liedke, Mônica Souza; Schneider, Patrícia Maria. (Org.). Biotecnologia e Direito ambiental: possibilidades de proteção da vida a partir do paradigma socioambiental. 1ed.Jundiaí: Paco Editorial, 2012, v. 1, p. 9-27.

BRAUNER, M. C. C.; TOMASI, T. Z. . Terapia celular humana: bioética, justiça e responsabilidade social na saúde. In: Maria Claudia CRESPO BRAUNER. (Org.). Ensaio de Biodireito. 1ed. Pelotas: Delfos, 2008, v. 1, p. 191-210.

Renato Duro Dias
Professeur, FURG

Champs de recherche : droits de l'homme

Publications en lien avec le projet :

Dias, Renato Duro. Meio Ambiente e Patrimônio Cultural: conceitos e representações. *Âmbito Jurídico*, v. 72, p. 01-15, 2010.

Dias, Renato Duro; Leite, Maria Cecilia Lorea . A justiça que se tem e a justiça que se quer: educação jurídica e análise de imagens. *Direito e Justiça Social: a construção jurídica dos direitos de cidadania*. 1ed. Rio Grande: Editora da FURG, 2015, v. 1, p. 115-134.

Dias, Renato Duro. Acesso à justiça e educação jurídica: uma percepção imagética do direito. In: CONPEDI/UFSC. (Org.). *Direito, Educação, Ensino e Metodologias Jurídicas*. 1ed. Florianópolis: CONPEDI 2014, 2014, v. 01, p. 29-43.

Dias, Renato Duro. As uniões homoafetivas : um estudo sobre as formas de (re)pensar os direitos dos homossexuais. In: Márcia Alves da Silva. (Org.). *Gênero, Educação, Sexualidade e Conhecimento*. 1ed. Pelotas: Editora da UFPel, 2011, v. 01, p. 27-42.

UFSC

Leticia Albuquerque

Professeur, UFSC

Co-directrice de l'Observatoire de la justice écologique

Champs de recherche : MERCOSUR et droit international

Publications en lien avec le projet :

MEDEIROS, F. L. F. ; ALBUQUERQUE, L. . A QUEM PERTENCE A BIODIVERSIDADE? UM OLHAR ACERCA DO MARCO REGULATÓRIO BRASILEIRO. Veredas do Direito, v. 12, p. 195-216, 2015.

ALBUQUERQUE, L.; FABRE, R. . A GESTÃO PARTICIPATIVA PREVISTA NO PLANO NACIONAL DE GERENCIAMENTO COSTEIRO E OS PRINCÍPIOS INFORMADORES DO ESTADO DE DIREITO AMBIENTAL. Revista Eletrônica Direito e Política, v. 10, p. 2407-2426, 2015.

MEDEIROS, F. L. F. ; ALBUQUERQUE, L. . A ação civil publica: efetiva tutela de proteção ambiental. Revista Opinião Jurídica (Fortaleza), v. I, p. 83-106, 2012.

ALBUQUERQUE, L.; DEMOLINER, K. S. ; CURVELLO, Alexandre ; MEDEIROS, F. L. F. ; MOLINARO, Carlos Alberto ; PETERLLE, Selma ; PRESTES, Vanêsa Buzelato ; SARLET, Ingo W. . As Resoluções do CONAMA e o Princípio da Legalidade: a Proteção Ambiental à Luz da Segurança Jurídica. Revista Jurídica (Brasília), v. 10, p. 1-25, 2008.

ALBUQUERQUE, L.. Fundamentos da proteção internacional do meio ambiente em matéria de segurança química. Direito e Justiça, v. 26, p. 149-169, 2004.

ALBUQUERQUE, L.. A Convenção de Estocolmo sobre POPs corresponde a uma política pública do Estado Brasileiro?. Revista de Direito Ambiental, v. 9, p. 148-172, 2004.

ALBUQUERQUE, L.; NASCIMENTO, Januário . Os Princípios da Convenção das Nações Unidas sobre o Direito do Mar de 1982. Sequência (Florianópolis), Florianópolis, v. 44, p. 130-147, 2003.

ALBUQUERQUE, L.; NASCIMENTO, Januário . Os Princípios da Convenção das Nações Unidas sobre o Direito do Mar de 1982. Revista Direito e Cidadania, Cidade da Praia, v. 14, p. 235-252, 2002.

BAHIA, C. M. ; ROMERO, E. O. ; RAMOS, E. P. ; CAPDEVILLE, F. S. C. ; DINNEBIER, F. F. ; VERAS NETO, F. Q. ; BELCHIOR, G. P. N. ; MARTINS, G. S. ; FERREIRA, H. S. ; LEITE, J. R. M. ; MORAES, K. G. ; BORATTI, L. V. ; ALBUQUERQUE, L. ; POLI, L. C. P. ; CODONHO, M. L. P. C. F. ; MELLO, M. E. ; JODAS, N. ; KOTZIAS, P. ; AYALA, P. A. ; SILVEIRA, P. G. ; LAVRATTI, P. . Manual de Direito Ambiental. 1. ed. Sao Paulo: Saraiva, 2015. v. 1. 776p .

STANCIOLI, B. S. (Org.) ; FREITAS, R. S. (Org.) ; ALBUQUERQUE, L. (Org.) . Biodireito e Direito dos Animais. 1º. ed. Florianópolis: CONPEDI, 2015. v. I. 519p .

CUNHA, B. P. (Org.) ; ALBUQUERQUE, L. (Org.) ; SOUZA, L. R. (Org.) . Direito Ambiental III. 1. ed. Florianópolis: CONPEDI, 2014. v. 1. 470p .

ALBUQUERQUE, L.. Poluentes Orgânicos Persistentes: uma análise da Convenção de Estocolmo. Curitiba: Juruá, 2006. v. 1. 110p .

MEDEIROS, F. L. F. ; ALBUQUERQUE, L. . A APA da Baleia Franca e o Turismo de Observação de Baleias Embarcado (TOBE): sustentabilidade ou exploração animal?. In: Brunello Souza Stancioli, Leticia Albuquerque, Riva Sobrado De Freitas. (Org.). Biodireito e Direito dos Animais. 1ªed.Florianópolis: CONPEDI, 2015, v. 1, p. 186-209.

ALBUQUERQUE, L.; FABRE, R. . A Sociedade de Risco e o debate em torno do alcance do principio da precaução. In: Livia Gaigher Bosio Campello, Norma Sueli Padilha, Marcelino Meleu. (Org.). Direito Ambiental e Socioambientalismo I. 1ªed.Florianópolis: CONPEDI, 2015, v. II, p. 154-170.

ALBUQUERQUE, L.. Gerenciamento Costeiro no Brasil. In: ZAVASCKI, Liane Tabarelli; TEIXEIRA, Orci Paulino Bretanha; BUHRING, Marcia Andrea; MORAES, Voltaire de Lima. (Org.). Temas de Direito Ambiental. 1ed.Porto Alegre: Editora Fi, 2015, v. 1, p. 137-153.

ALBUQUERQUE, L.. Prudência Ecologica para a zona costeira. In: CONPEDI/UNICURITIBA. (Org.). Direito Ambiental II. Ied.Florianopolis: FUNJAB, 2013, v. , p. 331-.

ALBUQUERQUE, L.; MEDEIROS, F. L. F. . A Politica Nacional de Residuos Solidos e o Desenvolvimento Sustentavel. In: CONPEDI/UNINOVE; Coordenadores: Luiz Ernani Bonesso de Araujo, Angela Araújo da Silveira Espindola, Carlos André Hüning Birnfeld.. (Org.). Direito e Sustentabilidade. 1ed.Florianopolis: FUNJAB, 2013, v. 1, p. 117-132.

ALBUQUERQUE, L.. Rio + 20: a Conferência da (in)sustentabilidade. In: José Rubens Morato Leite; Carlos E. Peralta Montero; Melissa Ely Mello. (Org.). Temas da Rio+20:desafios e perspectivas. Ied.Florianopolis: FUNJAB, 2012, v. I, p. 145-155.

ALBUQUERQUE, L.; FORTES, R. M. . Ecologismo do ensino: da teoria à praxis. In: Horacio Wanderley Rodrigues; Cristiane Derani. (Org.). Educação Ambiental. 1ed.Florianopolis: FUNJAB, 2011, v. I, p. 61-81.

ALBUQUERQUE, L.. Globalização dos riscos ambientais. In: Monica Teresa Costa Sousa; Patricia Loureiro. (Org.). Cidadania: novos temas, velhos desafios. Ijuí: UNIJUI, 2009, v. , p. 108-128.

José Rubens Morato Leite

Professeur, UFSC

Coordinateur du groupe de recherche DIREITO AMBIENTAL E ECOLOGIA POLÍTICA NA SOCIEDADE DE RISCO

Champs de recherche : droit de l'environnement

Publications en lien avec le projet :

LEITE, J. R. M.; SILVEIRA, P. G. . Licenciamento Ambiental e Estudo Prévio de Impacto Ambiental. Comentários ao RESP 910.647 RJ (Min Denise Arruda. Revista do Superior Tribunal de Justiça, v. 238, p. 520-527, 2015.

LEITE, J. R. M.; Montero, Carlos E Peralta . El Daño Moral Ambiental Desde La Perspectiva de La Jurisprudencia Brasileña Del Superior Tribunal de Justicia: Una Hermenéutica Específica. Revista de Derecho Ambiental, v. 37, p. 153-163, 2014.

LEITE, J. R. M.; BELCHIOR, G. P. N. ; Montero, Carlos E Peralta . Derecho Constitucional Ambiental Brasileño a La Luz De Una Posmodernidad. RCDA Revista Catalana de Dret Ambiental, v. V, p. 1, 2014.

LEITE, J. R. M.; VENANCIO, M. D. . O dano moral ambiental na perspectiva da jurisprudência do STJ: Uma nova hermenêutica ambiental na sociedade de risco. Revista de Direito Ambiental, v. 75, p. 115, 2014.

BELCHIOR, Germana Parente Neiva ; LEITE, J. R. M. ; PERALTA, C. E. . Derecho Constitucional Ambiental brasileño a la luz de una posmodernidad. Revista Catalana de Dret Ambiental, v. 5, p. 1-36, 2014.

LEITE, J. R. M.; PERALTA, C. E. . El Daño Moral Ambiental en la Sociedad del Riesgo desde la perspectiva de la jurisprudência brasileña del Superior Tribunal de Justicia: una hermenêutica específica. Revista Aranzadi de Derecho Ambiental, v. 27, p. 17-36, 2014.

LEITE, J. R. M.; CAETANO, M. A. . As Facetas do Significado do Desenvolvimento Sustentável. Revista Internacional de Direito e Cidadania, v. 13, p. 16, 2012.

LEITE, J. R. M.; germana parente neiva belchior . Riscos e Danos Ambientais na Jurisprudência Brasileira do STJ: Um Exame sob a Prespectiva do Estado de Direito Ambiental. CEDOUA (Coimbra), v. 2, p. 75-102, 2010.

LEITE, J. R. M.; FERREIRA, M. L. ; Ayala, Patryck de Araújo . Dano Ambiental e Mudanças Climáticas na Jurisprudência Ambiental Brasileira. Revista de Direito Ambiental, v. 59, p. 283-311, 2010.

LEITE, J. R. M.; BELCHIOR, G. P. N. . O estado de direito ambiental e a particularidade de uma hermeneutica jurídica. Sequência (UFSC), v. 60, p. 291-318, 2010.

LEITE, J. R. M.; FERREIRA, M. L. . O Dano Extrapatrimonial Ambiental e o Posicionamento do Superior Tribunal de Justiça. Novos Estudos Jurídicos (UNIVALI) (Cessou em 2007. Cont. ISSN 2175-0491 Novos Estudos Jurídicos (Online)), v. 15, p. 212-228, 2010.

MOREIRA, D. A. ; LEITE, J. R. M. . Sociedade de Risco, Danos Ambientais Extrapatrimoniais (Morais) e a Jurisprudência Brasileira. Revista OABRJ, v. 26, p. 107-144, 2010.

LEITE, J. R. M.; CODONHO, M. L. P. C. F. ; FROZIN, R. A. M. . O Dano Extrapatrimonial Ambiental e o Posicionamento do Superior Tribunal de Justiça. Novos Estudos Jurídicos (Online), v. 15, p. 212, 2010.

LEITE, J. R. M.; germana parente neiva belchior . Estado de Direito Ambiental: Uma análise da recente jurisprudência do STJ sob o enfoque da hermenêutica jurídica. Revista de Direito Ambiental, v. 56, p. 55-92, 2009.

PILATTI, L.; LEITE, J. R. M. ; JAMUNDÁ, W. . Estado de Direito Ambiental no Brasil. Revista Amazônia Legal de Estudos Sócio-Jurídico-Ambientais (UFMT), v. 1, p. 101-119, 2007.

LEITE, J. R. M.; Carvalho, D W . O nexo de causalidade na responsabilidade por danos ambientais. Revista de Direito Ambiental, v. 12, p. 76-95, 2007.

LEITE, J. R. M.; Melissa Ely Melo . As funções preventivas e precaucionais da responsabilidade civil por danos ambientais. .. Sequência (UFSC), v. 55, p. 195-218, 2007.